Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N°54/15 X.
du 11 février 2015
not 15186/04/CC

La Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, a rendu en son audience publique du onze février deux mille quinze l'arrêt qui suit dans la cause

e n t r e :

PERSONNE1.), demeurant à L-ADRESSE1.),
demanderesse au civil,

e t :

PERSONNE2.), demeurant à F-ADRESSE2.),
défendeur au civil,

SOCIETE1.) (anciennement SOCIETE2.)), agissant au Luxembourg par le biais de sa succursale SOCIETE3.), établie et ayant son siège social à L-ADRESSE3.),

partie intervenant volontairement,

e n p r é s e n c e d u :

ministère public, **partie jointe**

FAITS :

Les faits et rétroactes de l'affaire résultent à suffisance de droit :

I.

d'un jugement rendu contradictoirement par une chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg le 26 mai 2005 sous le numéro 1539/2005, dont les considérants et le dispositif sont conçus comme suit :

« (...) »

II.

d'un arrêt rendu contradictoirement par la Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, le 6 mars 2006, sous le numéro 101/06 VI., dont les considérants et le dispositif sont conçus comme suit:

« (...) »

III.

d'un jugement rendu par le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, dix-septième chambre, siégeant en audience extraordinaire et en matière correctionnelle, le 23 mars 2011, sous le numéro IC 10/2011 – Intérêts Civils 127865, dont les considérants et le dispositif sont conçus comme suit:

« (...) »

IV.

d'un arrêt rendu contradictoirement par la Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, le 27 juin 2012, sous le numéro 344/12 X., dont les considérants et le dispositif sont conçus comme suit:

« (...) »

V.

d'un arrêt rendu contradictoirement à l'égard de la demanderesse au civil et par défaut à l'égard du défendeur au civil et de la partie intervenant volontairement par la Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, le 20 novembre 2013, sous le numéro 583/13 X., dont les considérants et le dispositif sont conçus comme suit:

(...)

Par citation du 22 mai 2014 les parties furent requises de comparaître à l'audience publique du 2 juillet 2014, pour y voir statuer sur la continuation des débats après le dépôt du rapport d'expertise.

A cette audience, l'affaire fut remise contradictoirement à l'audience publique du 22 octobre 2014, lors de laquelle l'affaire fut à nouveau remise à l'audience publique du 17 décembre 2014.

A l'audience du 17 décembre 2014 Maître Jean-François PIERRET, en remplacement de Maître Laurent NIEDNER, avocats à la Cour, les deux demeurant à Luxembourg, comparant pour la demanderesse au civil PERSONNE1.), fut entendu en ses conclusions.

Maître Aurelia FELTZ, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, comparant pour le défendeur au civil PERSONNE2.) et la partie intervenant volontairement SOCIETE1.) (anciennement SOCIETE2.)) fut entendue en ses conclusions.

Madame l'avocat général Marie-Jeanne KAPPWEILER, assumant les fonctions de ministère public, se rapporta à la sagesse de la Cour.

La Cour a pris l'affaire en délibéré et a fixé le prononcé de l'affaire à l'audience du 21 janvier 2015.

A l'audience du 21 janvier 2015 le prononcé fut refixé à l'audience du 11 février 2015.

A l'audience du 11 février 2015,

LA COUR

rendit l'**arrêt** qui suit:

Par déclaration du 28 avril 2011 PERSONNE1.) a régulièrement relevé appel au civil d'un jugement rendu le 23 mars 2011 par le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière correctionnelle, ayant condamné PERSONNE2.) et la compagnie d'assurance SOCIETE1.) SA in solidum à lui payer la somme de 96.513,53 avec les intérêts au taux légal à partir du 19 juin 2004 sur la somme de 34.750 euros, à partir du 19 décembre 2005 sur la somme de 61.500 euros et à partir des décaissements respectifs sur la somme de 263,53 euros, le tout jusqu'à solde, en tenant compte de la provision de 78.167,02 euros que la compagnie d'assurance SOCIETE1.) SA a versée au profit de PERSONNE1.).

Pour le surplus PERSONNE1.) a été déboutée de sa demande.

Revu l'arrêt n° 344/12 X de la Cour d'appel du 27 juin 2012 déclarant recevable l'appel au civil de PERSONNE1.) et nommant, avant tout autre progrès en cause, expert le docteur Félix SCHILTZ, neurochirurgien, demeurant à Luxembourg avec la mission d'établir un rapport écrit et détaillé complémentaire et d'y examiner l'état de santé de PERSONNE1.) eu égard au rapport du Professeur PERSONNE3.) du 16 février 2012 qui fait état de « posttraumatische Epilepsie » et eu égard aux troubles dont PERSONNE1.) se plaint actuellement.

Revu l'arrêt n° 583/13 X du 13 novembre 2013 nommant le docteur Pit BUCHLER en remplacement du docteur Félix SCHILTZ.

Quant à l'atteinte à l'intégrité physique

Suite à l'expertise médicale du docteur BUCHLER le taux d'incapacité permanente partielle de PERSONNE1.) a été augmenté de 30% à 35%.

L'appelante demande que compte tenu de cette augmentation la valeur du point fixée initialement 2.050 euros soit augmentée à 5.000 euros et que l'indemnité correspondant à la réparation de l'aspect extrapatrimonial de son atteinte à l'intégrité physique soit fixée au montant de 175.000 euros (35 x 5.000).

La valeur du point varie en fonction de l'âge de la victime et de l'importance du taux d'IPP.

En l'occurrence, l'âge de la victime au moment de la consolidation n'a pas connu de changement et la variation du taux n'est pas si importante qu'elle devrait doubler la valeur du point.

Toutefois en considération de l'augmentation du pourcentage d'IPP, la valeur du point est à porter de 2.050 à 2.300 de sorte que la réparation de l'atteinte à l'intégrité physique est à fixer au montant de $35 \times 2.300 = 80.500$ euros.

L'indemnité pour atteinte temporaire à l'intégrité physique de PERSONNE1.) fixée par les juges de première instance à 10.500 euros n'a pas été remise en cause. La part morale de cette indemnité a été évaluée à 50% du montant alloué, soit à (50% de 10.500 =) 5.250 euros.

Quant à la perte de deux années de scolarité

Les juges de première instance ont refusé de faire droit à la demande d'indemnisation résultant de la perte de deux années d'études en raison de l'accident au motif que PERSONNE1.) n'établit pas de lien causal direct entre l'échec au baccalauréat en 2007 et l'accident survenu le 19 juin 2004 sinon que l'accident est la cause de l'anéantissement de ses chances de réussir des études de médecine.

Il est constant en cause qu'au moment de l'accident la victime était en 4^{ième} année du lycée classique, qu'elle a réussi cette année-là et les deux

années d'études suivantes, mais en 2007 elle a échoué à l'examen de fin d'études secondaires étant donné qu'elle n'a pas réussi l'examen de rattrapage en physique lors de la seconde session et elle a dû redoubler cette dernière.

Le rapport d'expertise FELTEN et SCHILTZ retient que l'accident a entraîné une diminution significative de certaines capacités intellectuelles, notamment des difficultés pour la visio-spatialité et des troubles de mémoire.

De ce fait il faut déduire que si la victime a pu au prix d'efforts accrus réussir ses études secondaires de la 4^{ième} à la 2^{ième}, ses difficultés ont eu pour effet qu'elle échoue lors de l'examen de 1^{ière}. Lors de l'examen final, les résultats obtenus pendant l'année scolaire ne comptaient que pour un tiers et ceux de l'examen pour deux tiers de sorte que cet effort à haut degré et le stress de l'examen ont augmenté l'effet des diminutions intellectuelles dont souffre la victime et partant cette défiance mentale est à considérer comme étant à l'origine de son échec à l'examen de fin d'études secondaires.

PERSONNE1.) a encore perdu une année d'études suite à l'abandon de la première année d'études universitaires en médecine.

C'est à bon droit que les juges de première instance ont retenu qu'il n'est pas établi qu'avant l'accident les matières scientifiques auraient été celles dans lesquelles PERSONNE1.) était le plus fort, de sorte qu'il n'est pas prouvé que sa réorientation vers des études littéraires et philosophiques est en relation causale avec les séquelles de l'accident.

En considération de ce développement il y a lieu de dire que la demande en réparation de la perte d'une année d'études est fondée en principe.

PERSONNE1.) demande la réparation de la perte de rétributions normalement gagnées pendant les deux premières années de sa carrière professionnelle d'universitaire. En appel, PERSONNE1.) réclame le montant de 60.000 euros de revenu annuel et le montant de 1.000 euros à titre de préjudice moral résultat de cette perte.

Le préjudice encouru consiste dans la perte d'une chance d'entrer une année plus tôt dans la vie professionnelle active. La victime poursuit actuellement des études universitaires lesquelles diffèrent pour une période indéterminée l'exercice d'une activité professionnelle déterminée, stable et lucrative et dans pareille situation, à défaut d'éléments d'appréciation concrets, l'indemnité qui compense ce dommage matériel et moral se fixe à 10.000 euros.

Quant à la perte de revenus futurs

Les juges de première instance ont dit que la demande en indemnisation d'une perte éventuelle de revenus futurs est prématurée, ne repose pas sur un préjudice certain, mais purement hypothétique et ils ont déclaré non fondée au stade actuel cette demande.

PERSONNE1.) soutient en appel que son taux d'incapacité économique est de 100%, étant donné qu'elle souffre en moyenne entre 12 et 28 jours par mois de céphalées, que vu son incapacité à fournir un travail régulier, il est inconcevable qu'elle puisse un jour exercer une activité indépendante rentable.

Les parties intimées concluent à la confirmation de ce chef du jugement entrepris au motif qu'il existe un doute certain quant à l'existence du préjudice afférent à l'incapacité économique de l'appelante, qu'il est prématuré de dire que la victime ne pourra jamais exercer une activité professionnelle rentable.

Conformément aux informations recueillies à l'audience, la victime poursuit actuellement encore ses études universitaires de philosophie, de sorte qu'elle ne souffre pas de perte économique du fait des séquelles de l'accident.

Pour les personnes qui ne sont pas entrées dans la vie active, on ne peut pas déterminer de perte de revenus. La démarche générale est une évaluation du manque à gagner. Toutefois, la partie appelante ne formule une telle demande qu'en dernier ordre de subsidiarité.

Elle demande en ordre subsidiaire à la Cour de réserver ce poste en attendant qu'elle termine ses études et cherche du travail.

En considération des développements qui précèdent, la demande d'indemnisation du préjudice pour perte de revenus futurs est à réserver.

Quant au préjudice d'anxiété

La partie appelante réclame à titre de préjudice d'angoisse le montant de 30.000 euros.

Les juges de première instance ont rejeté cette demande au motif que l'indemnité réparant l'aspect moral de l'atteinte à l'intégrité physique compense les désagréments éprouvés par la victime suite aux séquelles de l'accident.

En jurisprudence française, le préjudice d'anxiété correspond au sentiment de l'ouvrier exposé à l'amiante de vivre au quotidien avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête, c'est l'inquiétude pour son avenir et celui de sa famille, ravivée à chaque toux rebelle, à chaque nouvel examen médical, à chaque visite à un collègue malade à l'hôpital, à chaque décès d'un ancien collègue victime d'un cancer lié à l'amiante.

En l'espèce, la partie appelante reste en défaut de prouver que persiste un risque grave provoquant un sentiment d'angoisse et d'inquiétude permanent qui serait réactivé par des examens et contrôles médicaux réguliers.

Partant, le jugement de première instance est à confirmer de ce chef.

Quant au préjudice esthétique

Les juges de première instance ont alloué conformément aux conclusions de l'expert calculateur un montant de 2.000 euros à titre de préjudice esthétique.

Les experts médicaux ont évalué en raison de la déformation osseuse de l'hémicrâne droit le préjudice à 2/7 par rapport à l'échelle de Julin.

Comme en première instance, la partie appelante continue à réclamer en instance d'appel le montant de 5.000 euros à titre de réparation de son préjudice esthétique.

Pour évaluer le dommage esthétique il y a lieu tenir compte de la localisation de la blessure, du sexe, de l'âge et de l'activité exercée.

Les juges de première instance ont à bon droit retenu que la cicatrice du crâne est couverte par les cheveux. La partie appelante reconnaît également que les cheveux rendent plus discrète la déformation du crâne.

En considération du degré fixé par les experts médicaux en rapport avec la localisation de la cicatrice, il y a lieu de confirmer l'évaluation faite par les juges de première instance.

Quant au préjudice d'agrément

Les juges de première instance, conformément aux conclusions de l'expert calculateur, ont alloué à PERSONNE1.) le montant de 7.500 euros à titre de préjudice d'agrément.

Le préjudice d'agrément résulte d'une atteinte portée aux satisfactions et plaisirs de la vie et se caractérise par une perte de divertissement et de délassement humains, une perte de la qualité de vie de l'individu. Le préjudice résultant de cette perte d'agrément se regroupe et s'identifie le plus souvent avec le préjudice physiologique. Il peut cependant donner lieu à indemnisation spéciale au titre de préjudice d'agrément, s'il présente un caractère exceptionnel.

Au regard de la phono-phobie et des céphalées dont elle souffre, la partie appelante soutient que son préjudice d'agrément doit être augmenté à 10.000 euros.

C'est à bon droit que les juges de première instance ont retenu que l'expert calculateur a tenu compte de toutes les atteintes à la qualité de vie de la victime, de sorte que ce volet est à confirmer.

Quant à l'indemnité de bricolage

Les juges de première instance ont refusé de faire droit à la demande en paiement d'une indemnité de bricolage en retenant qu'il n'est pas établi que PERSONNE1.) a effectué du bricolage avant l'accident.

Pour autant que la demande se réfère à une indemnité pour frais de ménage, les juges de première instance ont dit qu'il n'est pas prouvé que PERSONNE1.) doit avoir recours à une aide ménagère.

L'indemnité de bricolage répare le préjudice né du fait que la victime ne peut plus effectuer certains menus travaux, ce qui entraîne soit un manque à gagner, soit une dépense supplémentaire.

Comme la partie appelante reste en défaut d'établir qu'elle doit actuellement recourir à l'aide d'une tierce personne pour des travaux ménagers, le jugement entrepris est à confirmer sur ce point.

Quant aux frais médicaux

PERSONNE1.) demande respectivement le remboursement et le paiement des frais médicaux relatifs aux séances d'ostéopathie qu'elle suit une fois toutes les deux semaines depuis novembre 2012 afin de réduire la fréquence des céphalées dont elle souffre. Ces frais ne sont pas pris en charge par les organismes de sécurité sociale.

La partie appelante chiffre ses frais à 128.700 euros, au titre de 26 séances par an, pendant 55 ans, au prix de 90 euros par séance.

En première instance, PERSONNE1.) et les parties intimées avaient accepté les conclusions des experts fixant les frais de traitement non pris en charge par les organismes de sécurité sociale à 263,53 euros.

Les parties intimées font valoir qu'il n'est nullement établi qu'actuellement les séances d'ostéopathie sont nécessaires deux fois par semaine et qu'il est encore moins établi que ces séances soient nécessaires jusqu'à la fin de la vie de PERSONNE1.). Si la Cour devait faire droit à cette demande, les parties intimées demandent de limiter l'indemnité allouée de ce chef aux sommes payées jusqu'à ce jour par PERSONNE1.).

Il y a lieu de préciser que la victime suit des séances d'ostéopathie toutes les deux semaines et non pas deux fois par semaine.

Aucun des rapports d'expertise produits en cause ne se réfère aux séances d'ostéopathie suivies par la victime depuis novembre 2012 et le rapport du docteur BUCHLER daté au 24 avril 2014, jour de l'examen de PERSONNE1.), note que cette dernière suit un traitement occasionnel

antimigraineux par Imitrex, qui n'a d'effets secondaires mineurs qu'au moment de la prise.

Etant donné que cet expert, qui avait comme mission de décrire le traitement médicamenteux prescrit à PERSONNE1.) et les effets secondaires engendrés par ce dernier, ne relate pas la nécessité d'un traitement non médicamenteux, il y a lieu de rejeter cette demande nouvelle de la partie appelante à défaut de preuve du lien causal avec l'accident en cause.

La demande de PERSONNE1.) est partant à déclarer fondée pour les montants suivants :

- IPP	80.500 euros
- ITP	5.250 euros
- perte d'une année scolaire	10.000 euros
- préjudice esthétique	2.000 euros
- préjudice d'agrément	7.500 euros
- frais médicaux	263,53 euros
- préjudice moral pour douleurs endurées	<u>20.000 euros</u>

TOTAL 125.513,53 euros

Les juges de première instance sont à confirmer pour avoir alloué les intérêts légaux sur la somme de 34.750 euros couvrant les dommages-intérêts pour douleurs endurées, atteinte temporaire à l'intégrité physique, préjudice d'agrément et préjudice esthétique à partir du jour de l'accident, le 19 juin 2004.

Les intérêts légaux courent à partir de la date de la consolidation sur la somme couvrant les réparations pour atteinte définitive à l'intégrité physique (80.500 euros), à partir de la date des décaissements pour les frais de traitement (263,53 euros) et à partir de la demande en justice sur la réparation de la perte d'une année d'étude (10.000 euros).

PAR CES MOTIFS,

la Cour d'appel, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, statuant contradictoirement, la demanderesse et les défendeurs au civil entendus en leurs conclusions et moyens de défense, sur le réquisitoire du ministère public,

vidant les arrêts interlocutoires des 27 juin 2012 et 20 novembre 2013 ;

déclare l'appel de PERSONNE1.) partiellement fondé ;

réformant,

condamne PERSONNE2.) et la compagnie d'assurance SOCIETE1.) SA in solidum à payer à PERSONNE1.) la somme de cent vingt-cinq mille cinq cent treize euros cinquante-trois cents (125.513,53) euros, avec les intérêts au taux légal à partir du 19 juin 2004 sur la somme de 34.750 euros, à partir du 19 décembre 2005 sur le montant de 80.500 euros, à partir des décaissements respectifs sur la somme de 263,53 euros, à partir de la demande en justice sur le montant de 10.000 euros, le tout jusqu'à solde, en tenant compte de la provision de 78.167,02 euros que la compagnie d'assurance SOCIETE1.) SA a versée au profit de PERSONNE1.) ;

condamne PERSONNE2.) et la compagnie d'assurance SOCIETE1.) aux frais de la demande civile ;

réserve la demande de PERSONNE1.) relative à la perte de revenus ;

confirme le jugement entrepris pour le surplus.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique par la Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg, dixième chambre, siégeant en matière correctionnelle, où étaient présents :

Michel REIFFERS, président de chambre
Marianne PUTZ, premier conseiller,
Odette PAULY, premier conseiller,
John PETRY, premier avocat général,
Marc SERRES, greffier

qui, à l'exception du ministère public, ont signé le présent arrêt.